



# uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDÉPENDANT

## Hommage aux résistant-e-s

À l'aube de l'année 2011, le monde arabe est en ébullition. Les peuples se soulèvent. Le mouvement est porté essentiellement par les jeunes. Ces derniers ont vaincu leurs peurs et se sont révoltés contre les inégalités crasses de leur société et contre le manque de libertés. Tunisie, Egypte, Bahreïn, Jordanie, Algérie, Lybie et sûrement bien d'autres encore; chacun avec des réalités diverses, mais une soif commune de Justice. A ces jeunes qui ont bravé la répression, qui se sont soulevés, bien souvent au péril de leur vie, on peut tirer son chapeau bien bas. Ils ont, par leur courage, libéré leurs aînés, parents et grands-parents, quasi anesthésiés par de si nombreuses années de discours unilatéraux. A leur tour ils sont descendus dans la rue et ont porté sur leurs épaules avec fierté la jeunesse triomphante. Ces images en ont touché plus d'un et elles devraient résonner chez nous comme une leçon de courage et de clairvoyance: tout n'est pas figé, nous sommes les acteurs du changement; pour autant que l'on saisisse les opportunités qui s'offrent à nous.

A travers le monde, les mouvements paysans sont aussi le fer de lance de la Résistance. Résistance à l'oppression, à la mainmise des multinationales sur la chaîne alimentaire et les semences, au plein pouvoirs des industriels et des distributeurs sur nos marchés agricoles, à la pensée unique. Ici et là, des mouvements paysans ont construit des alternatives en osant croire «qu'un autre monde est possible». A ceux qui sourient en lisant cette phrase, nous leur rétorquons : «Qui en décembre 2010 encore, aurait pu croire à la chute de plusieurs pouvoir autocratiques dans le Maghreb? Qui aurait cru à l'effet domino, semblable à celui vécu en 1989-90 dans les pays de l'Est?».

Alors il suffit! Comme le disent certains



«ya basta!». Arrêtons d'accepter d'être gavés passivement par certains «bien-pensant» qui nous assènent des certitudes du genre «c'est inévitable, les frontières vont disparaître, les protections aux frontières sont d'un autre temps, le libre-échange est un fait que l'on ne peut contester, la baisse du nombre de paysans est une bénédiction, la souveraineté alimentaire est un doux rêve». Les avancées sociales ont été réalisées grâce aux utopies comme nous le rappelait il y a peu une paysanne!

Il est temps aujourd'hui de s'autoriser à penser qu'une autre voie est possible, qu'elle est même indispensable pour sauvegarder la cohésion de nos sociétés et de nos systèmes politiques. Un monde «démocratique» ne peut plus se définir ainsi lorsqu'il accepte que dans une même entité politique des ouvriers polonais ou roumains triment dans les serres andalouses pour la plus grande satisfaction des estomacs allemands. Ou que certains chefs d'entreprises suisses gagnent plus de 21 millions de francs par an alors

que certains de leurs employés touchent moins de 40'000 francs par an. Ou que la Migros, la Coop ou Nestlé annoncent des bénéfices, une fois de plus records, alors qu'à l'autre bout de la chaîne les paysans et les ouvriers agricoles ne peuvent plus boucler leur fin de mois et qu'une part des consommateurs est forcée de s'alimenter M-budget et Prix Garantie... aromatisés au Cassis de Dijon. Cette société toujours plus éclatée à ses jours qui sont comptés... réagissons! Ici aussi, hommage aux jeunes paysan-ne-s qui imaginent des modes de production, de transformation et de commercialisation alternatifs. Pour prouver qu'autre chose est possible. Hommage aux jeunes citoyens qui, surpris par la situation des producteurs de lait, s'indignent à juste titre: «Comment cela se fait-il que les paysans n'arrivent pas à s'unir pour obtenir un prix équitable? Ils ont la matière première en main, ils ont donc le Pouvoir de changer!». Merci de nous rappeler que l'avenir est entre nos mains et qu'il faut au plus vite saisir ces opportunités.



**Luttes paysannes**

Droits paysans

Pages 2-3



**Vie du syndicat**

L'entretien

Pages 4 et 5



**Politique publique**

Carrefour FGC

Pages 6 et 7



**FSM Dakar**

Paysannes suisses

Page 8

DOSSIER DROITS DES PAYSANS

# Libre accès aux semences pour les paysans ! Halte à la privatisation ! Actions à Berne et Bruxelles

Dans de nombreux pays du monde, des régions entières vivent encore de leurs variétés locales et de semences paysannes. En leur enlevant le droit d'utiliser, de donner, d'échanger ou de vendre leurs propres semences, on leur enlève leur moyen de survie. L'UE veut adopter une législation commune concernant les semences pour tous les pays membres d'ici 2012. Cette révision de la législation sur les semences par l'Europe avec sa cohorte de restrictions des droits des paysans est réalisée afin de répondre aux intérêts de l'industrie. Elle vise non seulement à contrôler le commerce des semences mais également à rendre très difficile l'accès aux milliers de variétés développées au cours des millénaires passés. Différents moyens sont mis en œuvre pour déposséder les paysans et jardiniers de leur autonomie: le «génie génétique» avec les OGM, le brevetage du vivant végétal ou animal, les différentes taxes sur la reproduction de semences à la ferme et l'interdiction des variétés paysannes. L'adoption d'une législation restreignant les droits des paysans en Europe aurait en plus des répercussions graves pour les paysans multipliant leurs propres semences dans de nombreux pays dans le monde.

Aujourd'hui déjà, les dix plus grandes multinationales comme Bayer, Monsanto,

Limagrain et Syngenta, contrôlent 67% du marché mondial des semences. Pour étendre leur marché, elles veulent imposer au reste du monde leurs variétés dites «modernes» qui rendent les paysans dépendant des engrais et des pesticides produits par ces mêmes multinationales, et de l'irrigation artificielle.

Nous avons rendu public ce développement alarmant avec la pétition «Semer l'avenir-récolter la diversité» que nous voulons remettre avec ses milliers de signatures au Parlement Européen à Bruxelles le 17 et 18 avril prochain. Nous exigeons une enquête sur ces nouvelles lois pour savoir si elles ne portent pas atteinte au droit de l'Homme de disposer d'un libre accès aux ressources alimentaires.

Dans la pétition nous demandons:

- Le droit de produire nos propres semences, de les multiplier et de les échanger,
- Le renforcement de la diversité régionale par un soutien à ceux qui améliorent et cultivent des variétés biologiques,
- L'interdiction des OGM dans l'agriculture,
- L'interdiction des brevets sur les plantes,
- Une nouvelle procédure pour l'ins-

cription de nouvelles variétés, excluant les OGM et les variétés dépendantes de produits chimiques,

• L'arrêt du gaspillage d'énergies dans l'agriculture en renonçant à l'utilisation des variétés nécessitant une multitude de produits chimiques, par les monocultures et les transports à travers le monde.

## Qu'en est-il en Suisse?

Depuis plus de cent ans, les grands semenciers essaient de privatiser les semences. Des agriculteurs, des jardiniers et des personnes s'engageant pour une alimentation saine et variée se battent pour que le droit de produire, d'échanger et de multiplier ses semences reste un bien public au même titre que l'accès à l'air ou à l'eau. Pour protéger les producteurs, les paysannes et les paysans contre des fausses déclarations d'origine et de qualité des semences, des lois sur la protection des variétés ont été mises en place. Aujourd'hui ces lois évoluent vers une protection des semenciers et leur droit exclusif de multiplier et de diffuser des semences. La protection des variétés devient ainsi une sorte de brevet sur le vivant sans en dire le nom.

La Suisse a déjà fait un bout de chemin dans cette direction: elle a limité la liste des espèces auxquelles le «privilege de

l'agriculteur» – celui de multiplier ses propres semences – s'applique et elle a rendu obligatoire l'inscription des variétés cultivées dans un catalogue. Seules les variétés inscrites au catalogue peuvent désormais être commercialisées. Les variétés qui n'ont qu'une diffusion limitée, que ce soient des variétés anciennes ou de nouvelles obtentions, sont sous le régime simplifié des «variétés de niche» et doivent également bénéficier d'une autorisation officielle. La politique agricole suisse s'aligne ainsi partiellement sur les exigences de l'UE et de l'UPOV, le lobby des grandes firmes semencières et ouvre la voie à la privatisation des semences.

C'est pourquoi nous avons décidé de remettre les signatures suisses, il y en a plus de 20'000, au Parlement et au Conseil fédéral. A Berne, l'action aura lieu le vendredi 15 avril de 14h à 16h. Nous avons l'intention de semer quarante variétés de céréales sur les plates-bandes de la «kleine Schanze», juste à côté du Palais fédéral.

Nous vous invitons à participer nombreux aux journées d'actions et de résistance à Berne comme à Bruxelles.

*Raymond Gétaz, Coopérative Longo mai*

# Les droits des paysans: étape cruciale en mars à Genève

Depuis 2000, La Via Campesina a entamé un processus pour faire reconnaître les Droits des paysans au niveau des Nations Unies. Comme première étape, La Via Campesina a adopté, à l'occasion de la Conférence internationale sur les droits des paysans à Jakarta en 2008, «La Déclaration des droits des paysannes et des paysans». Cette déclaration a été étudiée et prise en compte par le Comité consultatif du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies en 2010, puisqu'il l'a intégrée en annexe d'une étude sur ce thème. Consécutivement, en mars 2010, le Conseil des droits de l'Homme a mandaté le Comité consultatif pour que celui-ci rédige une étude préliminaire sur «la meilleure manière de renforcer les droits des personnes travaillant en milieu rural». Cette étude préliminaire, après avoir été validée par le Comité consultatif en janvier 2011, sera présentée en ce mois de mars 2011 à l'assemblée plénière du Conseil des droits de l'Homme.

L'étude est formée de quatre parties principales: en premier lieu elle identifie les personnes discriminées et vulnérables en milieu rural. Ensuite elle présente les causes de discrimination (expropriations, discriminations de genre, manque de réforme agraire ou de revenus minimaux, criminalisation des mouvements paysans). Elle se penche ensuite sur les protections existantes qui pourraient bénéficier aux paysans tels que le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels (droit à l'alimentation, au logement, à la santé), le Pacte international sur les droits civils et politiques, les droits des femmes vivant en milieu rural et les droits des populations indigènes. Au final, elle propose des voies pour améliorer la protection: au delà du fait qu'il faut en premier lieu appliquer les normes internationales existantes et identifier les lacunes dans le droit international ayant trait aux droits humains, l'étude confirme la nécessité de

mettre en place un nouvel instrument légal - qui serait une Déclaration ou une Convention - pour protéger les personnes travaillant en milieu rural. Ceci pour les raisons suivantes: cet instrument réunirait en un seul document les droits de ces personnes, ce qui permettrait de gagner en cohérence et en visibilité. Il reconnaîtrait également des nouveaux Droits tels que le droit à la terre, aux semences et aux moyens de production. L'étude encourage également le Conseil à impliquer pleinement la société civile, notamment les premiers concernés que sont les paysans, les travailleurs agricoles, les sans-terre, les pêcheurs, les éleveurs nomades etc., dans l'élaboration de ce nouvel instrument. Elle conclut en affirmant que cela serait la meilleure voie à emprunter pour lutter contre les discriminations envers les personnes les plus vulnérables en milieu rural.

Alors que plus d'un milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde, dont 80% vivent en milieu rural,

il est temps d'agir en reconnaissant les droits des paysans et des paysannes aux Nations Unies! La Via Campesina s'emploie activement à sensibiliser les Etats qui seront amenés à voter en mars 2011 afin que cette étape cruciale soit franchie et que les travaux pour une Convention ou une Déclaration soient enfin entamés. Une délégation de La Via Campesina sera présente à Genève du 8 au 12 mars 2011.

*Valentina Hemmeler Maïga*

**Conférence de La Via Campesina «Droits des paysans, il est temps d'agir!»**

**Jeudi 10 mars 2011 à 20h, Maison des Associations, salle Gandhi, Genève.**

**Avec: Henry Saraghi, secrétaire général de La Via Campesina, Mamadou Ba, Sénégal, Javier Sanchez, Espagne, Yolanda Areas Blass, Nicaragua, Juana Ferrer, Rep. dominicaine et Renaldo Chingore, Mozambique.**



SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

# La plateforme nationale sur la souveraineté alimentaire a convaincu

Plus de vingt organisations ont répondu à l'appel d'Uniterre, le 8 février passé à Berne. Parmi elles 10 organisations agricoles, des ONG de développement, syndicats, associations de consommateurs, politiques et chercheurs.



Cette plate-forme nationale a pour objectif de concrétiser la souveraineté alimentaire en Suisse en identifiant les obstacles, leviers, outils et les stratégies communes, ceci sans remettre en question la définition de la Via Campesina. Ainsi la base commune de la plate-forme est la Déclaration de Nyeleni 2007, qui a détaillé la souveraineté alimentaire pour les pays du Nord comme du Sud à l'issue du forum mondial sur la souveraineté alimentaire. Cette base est également la référence au niveau européen, avec la déclaration alimentaire européenne signée par 350 organisations. Le processus participatif conduisant au 1<sup>er</sup> forum européen sur la souveraineté alimentaire qui se déroulera en Autriche en août prochain a été placé en fil rouge de la plate-forme suisse. Au niveau européen, il y a déjà des alliances solides entre organisations paysannes, ONG et mouvements sociaux et 15 pays de l'union européenne ont déjà un réseau actif en faveur de la souveraineté alimentaire. Chaque pays ayant un réseau actif pourra constituer une délégation de 20 représentants, avec des quotas pour les paysans, femmes et jeunes.

La plate-forme souhaite devenir la référence sur la souveraineté alimentaire, ainsi toute organisation qui utiliserait ce terme devrait valider les critères minimaux de sa définition. Un premier atelier a donc consisté à partager les différents points de vue autour de ces critères, issus de la déclaration de Nyeleni: quasi l'ensemble des organisations présentes jugent les critères suivants comme importants: garantir une production, transformation, commercialisation et consommation durable; prioriser le modèle d'agriculture paysanne; reconnaître les droits et statuts des paysannes et les inclure dans les instances; prioriser la production locale; établir des conditions

cadres pour un commerce transparent et un équilibre des forces au sein des filières; développer des relations commerciales permettant d'obtenir des prix équitables et salaires justes; garantir aux consommateurs une alimentation saine et une transparence sur les produits; garantir le droit à un accès aux semences paysannes; et garantir la participation de la population aux choix politiques agricoles et alimentaires.

Les critères de marchés (gestion des quantités pour éviter des excédents structurels, suppression de toute subvention à l'exportation, protection aux frontières contre les importations à bas prix, remise en question des accords de libre-échange) ainsi que l'accès à la terre, notamment pour l'installation des jeunes et l'accès aux crédits sont les critères les moins consensuels. Il s'agira dorénavant de déterminer si les critères les moins consensuels ne sont pas des priorités pour ces organisations (plusieurs ne se sont pas prononcés sur ces critères) car elles n'interviennent pas sur ce sujet (mais l'enjeu est reconnu) ou si l'enjeu n'est pas partagé. Par ailleurs, des critères supplémentaires ont été proposés et seront approfondis, comme des mesures de protection contre la spéculation des biens alimentaires et contre la concurrence de production énergétique au détriment de la production alimentaire, l'encouragement à l'agriculture biologique, des variétés anciennes et de la biodiversité, la protection des paysans face aux brevets et monopoles des multinationales, la responsabilisation des grandes entreprises suisses face à la violation du droit à l'alimentation.

Après l'acceptation par le Conseil National et le Conseil des États de l'initiative parlementaire de Jacques Bourgeois, le terme de souveraineté alimentaire va probablement entrer dans

la loi sur l'agriculture; elle sera votée par le nouveau Parlement élu l'automne prochain dans le même paquet que la politique agricole PA 2014-2017. Si le terme pourrait ainsi apparaître dans la loi sur l'agriculture, cela va-t-il réellement provoquer un changement sur le terrain? Opposer l'initiative parlementaire et l'initiative populaire qui sont deux outils très différents en terme de contenu et de participation des citoyens est injustifié. Uniterre a pour objectif de mettre du contenu derrière le terme de souveraineté alimentaire afin d'influer concrètement sur l'orientation de la politique agricole et donc sur nos comportements agricoles et alimentaires et éviter un certain nombre d'incohérences. Pour atteindre la souveraineté alimentaire en Suisse, l'initiative populaire sera un outil parmi d'autres, de loin pas le seul. Les stratégies collectives et outils de politiques publiques, notamment au niveau local, seront approfondis lors des prochaines réunions de la plate-forme.

Il faut revoir notre manière de produire notre alimentation. Les ressources vont manquer, mais pas les gens. Il faut créer de l'emploi en produisant notre alimentation. Il faut changer radicalement notre modèle de production vers un modèle relocalisé, centré sur la capacité du sol, ayant plus d'autonomie énergétique et protéique. De plus en plus de consommateurs partagent cette vision et doivent pouvoir s'impliquer dans ces enjeux. C'est pourquoi il est essentiel d'avoir une vision commune à plus long terme afin de déterminer le chemin pour y arriver, depuis la situation actuelle de crise agricole, alimentaire, énergétique et climatique. Un deuxième atelier a montré que plusieurs groupes de travail sont actifs sur la souveraineté alimentaire, du niveau international, fédéral, cantonal et local, mais que les alliances fortes entre les organisations paysannes, ONG et mouvements citoyens sont encore insuffisantes au niveau national et au niveau cantonal. Nyeleni Europe est une opportunité unique pour consolider ces groupes de travail, il faut la saisir!

Trois séances sont d'ores et déjà prévues pour 2011 et la prochaine est agendée au 12 avril.

Anne Gueye-Girardet

L'assemblée générale de ECVC a eu lieu à Louvain-La-Neuve en Belgique du 15 au 17 février.

18 associations membres ont participé à l'AG 2011 de ECVC et deux nouvelles organisations ont été accueillies: Ecoruralis, un syndicat paysan roumain et ESVY, une association de petits producteurs biologiques de Norvège. Pierre-André Tombez, président d'Uniterre, a été réélu pour un mandat de deux ans au sein du comité de coordination. Ce dernier comprend 8 sièges à parité hommes/femmes et 2 représentants du comité de coordination international (le CC 2011 est composé de représentants d'organisations italienne (AIAB), belge (MAP), espagnole (COAG et SLG), française (CONF), norvégienne (NBS) et suisse (Uniterre); il y a une place vacante femme.

Dans son rapport d'activité, il est remarquable de constater le travail effectué avec un budget annuel d'environ 350'000 Euros. L'année 2010 a été marquée par la réforme de la PAC, avec le développement d'une alternative et le travail institutionnel à l'Union Européenne. Une nouvelle collaboratrice a été engagée pour le lobby/communication. Un nouveau groupe de travail a été établi: OGM-semences-biodiversité-agroécologie, ce qui porte à neuf le nombre de GT (PAC et souv alim; lait; migration et travailleurs; femmes; jeunes; changements climatiques et agrocarburants; accès à la terre et réformes agraires; gouvernance). ECVC a élargi et consolidé ses alliances avec des ONG et mouvements sociaux. Le mouvement européen pour la souveraineté alimentaire et une autre PAC (composé d'organisations de secteurs différents, dont ECVC, ATTAC Europe, Les Amis de la Terre, etc...) a été très actif et a notamment travaillé à la Déclaration alimentaire européenne, signée par 350 organisations de 27 pays européens. Ces alliances se renforcent avec Nyeleni Europe, qui est une grande priorité pour 2011. L'AG a planché lors de plusieurs ateliers sur les stratégies futures et les calendriers, notamment sur les thèmes des femmes, jeunes et migrants; de la PAC; des semences, biodiversité et agro-écologie; des différentes productions, chaîne alimentaire et gouvernance alimentaire. L'AG a également débattu de comment élargir ECVC aux pays d'Europe de l'Est et mieux faire remonter les différentes réalités régionales au niveau européen. Un accent sur la recherche de fonds et une plus grande implication des 26 organisations membres dans le suivi des accords bilatéraux de libre-échange et dans les différents groupes consultatifs au Parlement européen ont été sollicités.

VIE DU SYNDICAT

# Entretien avec Paul Ecoffey: On doit réapprendre à être le moteur de l'économie...

Landins, ce n'est pas seulement le nom de la ferme de Paul Ecoffey, mais c'est aussi le nom du pedigree Holstein, connu dans le monde entier, créé par Marcel, Paul et Jean-François Ecoffey. Les trois passionnés de génétique ont apporté beaucoup pour le développement de la race en Suisse. Il s'engage corps et âme au sein de la section d'Uniterre Fribourg pour que les éleveurs se bougent et reprennent pied dans ce marché laitier qui leur file entre les doigts. «Nous devons retrouver la fierté et un sens à notre travail. Nous devons reprendre confiance et réapprendre à être le moteur de l'économie! Demander des prix qui couvrent nos coûts de production n'est que normal, ce combat est juste et doit être prioritaire».



Le domaine Les Landins de Paul Ecoffey à Rueyres-Treyfayes (FR).

**Paul, beaucoup connaissent tes animaux, mais certainement moins connaissent ta ferme. Peux-tu nous en dire plus?**

Aujourd'hui, je travaille avec Adrien Mitroï, mon excellent employé, sur la ferme parentale, appelée Les Landins. Avec mon frère, nous l'avons reprise à mon père il y a une vingtaine d'années. Depuis, mon frère s'est retiré pour fonder sa société (Landins Gen & Com). Mon père, qui a 81 ans, nous donne toujours des coups de main. C'est encore un excellent bricoleur. Ensembles, nous entretenons 28,7 hectares d'herbe et nous élevons 38 vaches laitières et la remonte nécessaire. La ferme est située à Rueyres-Treyfayes, dans le canton de Fribourg. Elle se situe à 850 mètres d'altitude.

Notre lait est destiné à la fabrication du Gruyère. En moyenne je touche 85 cts/kg (y compris la prime des teneurs). Notre production moyenne par vache est de 8800kg/par lactation. Ce prix est certes supérieur au lait d'industrie, mais il ne couvre en fait pas la totalité des coûts de production. Ces derniers sont supérieurs à 1Fr/kg. De plus, ce prix dépend fortement du soutien de la Confédération.

**Avant d'aborder la politique laitière, parle-nous un peu de génétique, ta grande passion!**

Mon père était déjà un passionné de génétique bovine. Petit, autour de la table de la cuisine, j'ai toujours entendu parlé de taureau et de caractères génétiques. Mon frère et moi baignons

là-dedans depuis longtemps. Mon père était un fonceur, il avait le flair et le génie de l'éleveur moderne. Il est à la base du pedigree Landins Holstein. Il était en avance sur son temps et a donné un souffle important au développement de la Holstein en Suisse.

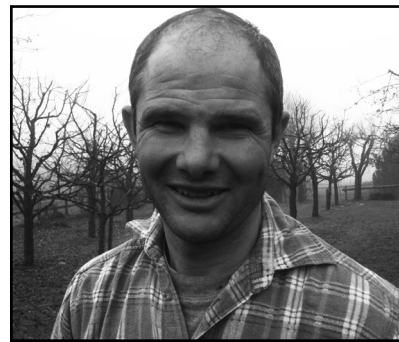
En 1993, notre vache Landins Riante est championne nationale à Bulle. Elle avait 12 ans à l'époque et avait produit 76'160 kg de lait en onze lactations. Son type très stylé, très «Holstein» et finalement très différente de ses concurrentes a fait sensation à l'époque.

La mère de Riante, Princesse, est une fille de Chapel Bank Apache. Elle était déjà une vache très laitière, fine. Riante a hérité de ses critères et a été classée TB-88 à 14 ans, au début de la mise en place du système de classification linéaire. C'était donc une vache au potentielle EX.

En 1994, nous vendions Galante, une des filles de Riante, à l'élevage Rey des Verrières. Cette vache, classée EX-91, produira 78'441 kg de lait en seulement 7 lactations. L'élevage Erb et Etter auront également de cette vache dans leur troupeau. Ensemble, ces trois élevages ont développé la descendance de Riante et la renommée mondiale de notre élevage Landins Holstein. Nous avons réussi ce coup en osant vendre Galante, une de nos meilleures vaches, plutôt que de la garder pour nous. Aujourd'hui j'élève et je traie encore tous les jours des petites filles de Riante. Ce sont de magnifiques bêtes, aux caractères laitiers typiques de la Holstein actuelle. Je mise sur la longévité des animaux, elles répondent à mes attentes.

Galante a elle aussi une très importante descendance, reconnue internationalement et primée!

Ce travail est celui de plusieurs générations et de gens passionnés par la production laitière. Aujourd'hui, avec la situation du marché laitier en Suisse et en Europe, tout ce travail risque de disparaître.



**Tu as été très loin dans le productivisme laitier. Aujourd'hui tu reviens un peu en arrière. Peux-tu nous en dire plus?**

En 2000, j'ai eu de très gros problèmes de santé avec mes vaches. J'avais des problèmes de persistance, de fertilité et de pic de production. J'ai diminué la vente de vaches pour compenser le manque de lait. J'étais prêt à tout arrêter. Heureusement j'ai rencontré Alain Lagrifoul, un spécialiste de l'alimentation des bovins et des herbages. Il m'a donné des conseils pour stabiliser mon troupeau en modifiant l'alimentation de mes animaux et la conduite de mes prairies. Pour retrouver des fibres, il m'a conseillé de baisser le nombre de coupes annuelles. Après être passé volontairement à 5 coupes, j'ai renforcé le mouvement en passant à 3 coupes. Alain m'a conseillé de s'affranchir le plus possible des aliments à base de soja et de se contenter d'aliments simples tels que le maïs épis, la pulpe de betterave, le tourteau de lin et de colza, des pommes de terre ainsi qu'un peu de vinaigre de pomme (déjà utilisé en son temps par mon père). Cette ration équilibrée, riche en oméga 3 et en fibres, a sauvé mon exploitation. Gentiment, sur plusieurs années, mon élevage a remonté la pente, les frais de vétérinaire ont nettement diminué et j'ai retrouvé du plaisir à travailler. Aujourd'hui j'ai retrouvé un inter-vêlage

normal, avec une moyenne d'un veau par vache et par année. La production de mes vaches est en moyenne de 31 kg de lait par jour et par vache, avec des fourrages grossiers et des aliments simples, qui ne proviennent pas du commerce. Mon frère me fournit des conseils nutritionnels et de fertilité.

**Tu reviens d'une tournée marathon en France à l'appel de l'Association des producteurs de lait indépendants (APLI, membre français d'EMB). Qu'elles sont tes impressions?**

J'ai passé sept jours à sillonner la France avec Pascal Massol et son équipe. Nous avons commencé à Pau, devant 180 éleveurs pour finir au Mont Saint-Michel devant 450 personnes. Nous faisons trois séances par jour. Je présentais la situation catastrophique de la filière laitière en Suisse et l'importance de revendiquer des prix qui couvrent les coûts de production, d'être organisés et regroupés face à un marché de plus en plus libéralisé.

En France, j'ai vu des producteurs qui n'investissent plus. L'APLI parle de 4'000 suicides déclarés cette année et pense que la réalité est encore bien pire. Les producteurs paient encore les pertes abyssales des années 2008 et 2009. Ils sont tous en train de freiner la production en limitant les concentrés au maximum. Certains, et c'est une bonne chose à mon avis, cherchent l'autonomie dans la production laitière et à s'affranchir de la chimie vétérinaire classique. Les industries véhiculent la peur de l'importation, comme en Suisse. Elles disent que si le lait n'est pas produit en France ou qu'il est trop cher, alors ils le feront venir d'Allemagne ou d'ailleurs en Europe. C'est le serpent qui se mord la queue. EMB, en tant que fédération européenne garde tout son sens et doit donc continuer à fédérer des producteurs de partout en Europe car cela produit des effets. Sous la pression des producteurs, le Ministre français de l'agriculture a repoussé le décret sur l'obligation de contractualiser avec les acheteurs.

**Que t'apporte Uniterre et la section fribourgeoise?**

Il est important que les producteurs soient organisés et réactifs sur différents sujets. Celui qui me passionne le plus

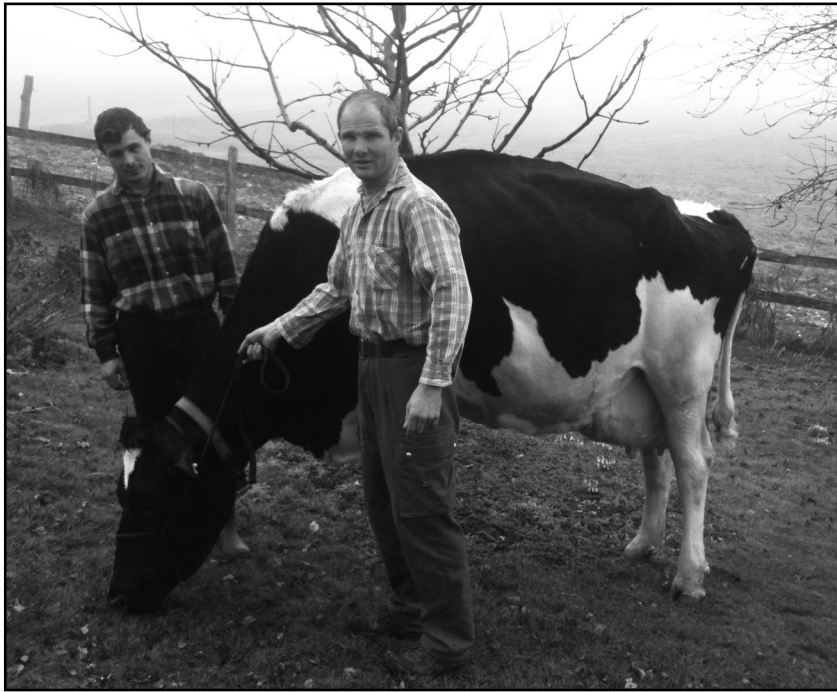


## ENTRETIEN (SUITE)

est bien entendu le marché laitier et l'ensemble de facteurs qui sont mis en place pour le démanteler. Il faut que l'on se bouge pour reprendre notre production en main. A Fribourg, je pense que beaucoup de jeunes éleveurs seraient prêts à bouger. Le scandale de l'huile de palme est également prioritaire pour moi. Cette huile, mauvaise pour la santé et l'environnement est en train de s'infiltrer partout sans pour autant que le consommateur soit véritablement au courant.

issus de l'homéopathie et de méthodes de biodynamie.

Nous essayons de développer de nouveaux marchés, notamment sur l'Allemagne, l'Italie et le Japon. Nous avons également l'exclusivité en Suisse des tapis d'étable Interlock. Nous avons découvert ce produit au Canada. Nous les faisons venir directement depuis là-bas. Nous en posons de plus en plus car les producteurs ont compris que ce produit n'était pas un luxe pour les vaches car ils évitent passablement de problèmes



La vache laitière Landins Milestone Caprie aux petits soins de Paul Ecoffey et son employé M. Mitroï. Elle vient d'atteindre les 100'000 kg de lait.

Sur le plan politique, nous devons également faire avancer le dossier de la souveraineté alimentaire et l'initiative populaire. C'est la seule manière que l'on a pour modifier durablement la politique agricole suisse et faire plier les visions ultralibérales du gouvernement au sujet de l'agriculture. Une rencontre avec le nouveau Conseiller fédéral en charge de l'agriculture est importante. Avec le comité de la section fribourgeoise, nous entretenons des contacts avec la Chambre d'agriculture. L'objectif étant de renforcer nos points communs et travailler le plus possible ensemble. Ils sont ouverts pour des appuis logistiques pour différentes actions que l'on pourrait entreprendre.

### Quelles sont tes autres activités?

Je suis actif à AgroImage. Nous faisons entre 35 et 40 interventions par an dans les écoles. Je suis également sociétaire de l'entreprise de mon frère (LGC). Mon frère est le représentant suisse pour Alta Genetic. Sa société a également l'exclusivité pour les produits de la gamme Neutral, dont le Métrabol est le produit phare. A la ferme également, nous travaillons depuis 10 ans avec des produits toujours plus naturels

de pieds et les écartements. Je pose ces tapis avec Thierry Pasquier, mon voisin, producteurs de viande et avec qui je suis en Coma pour une partie de mes machines. Ces différentes activités ne m'empêchent pas encore de faire quelques courses en montagne et du ski alpinisme.

Nicolas Bezençon

**Metrabol**  
Bolus après-vêlage  
Nettoyage et tonus

**Taritral**  
TARIR avec la nature  
sans antibiotique

**Ovulitral**  
Le geste  
FERTILITÉ

LGC SA  
1627 Vaulruz

www.altagenetics.ch 026 913 79 84



### Région genevoise

Le 17 avril prochain, une action de réappropriation d'une parcelle par la population aura lieu à Genève.

En réaction à l'urbanisation galopante, à la spéculation sur les terres arables, à la disparition forcée de plus en plus de paysans et paysannes, ainsi qu'à la perte de notre autonomie alimentaire, nous invitons la population et notamment les paysans et paysannes à une rencontre qui initie un mouvement de récupération de la terre, des savoirs paysans et des moyens d'échanges locaux.

Pour dénoncer, voire éviter le bétonnage d'une terre fertile, vous êtes invités à construire une ferme, semer un champ, planter un potager, manger, boire et discuter ensemble autour d'une action politique et festive.

Venez nombreuses et nombreux de France voisine et de Suisse romande!

Plus d'informations dans le prochain numéro du journal.

### Appel à d'autres actions décentralisées

Si vous projetez une action dans votre région, merci de l'annoncer au secrétariat

### Zürcherregion

Selbst angebaute Nahrungsmittel sind Voraussetzung für Selbstbestimmung, freies denken und handeln.

Um unabhängig zu bleiben, bzw. zu sein um nicht manipulierbar und erpressbar zu sein.

Ist die Voraussetzung, dass wir über Boden verfügen, auf welchem wir unsere Nahrungsmittel anbauen können.

Der Boden, von welchem unsere Existenz abhängig ist wird jedoch je länger je mehr zubetoniert oder er wird von den zudiern der industriellen Nahrungsmittelproduktion in beschlag genommen.

Ernährungssouveränität ist ein grundrecht.

Der Zugang zu Kulturland ist Voraussetzung dafür.

Kommt deshalb am 17 April dem internationalen Bauern/Bauerinnen-kampftag und beteiligt euch tatkräftig an den Aktionen in der Westschweiz in Genf.

In der Deutschschweiz in Zürich-Winterthur Unterstützung ist willkommen,

Kontakt Sekretariat (Reto Sonderegger: sonderegger\_ciu@uniterre.ch, 077 400 51 66).

Der Treffpunkt und Ort wird im nächsten Journal bekanntgegeben und ist sobald dieser feststeht unter www.uniterre.ch einsehbar.

POLITIQUE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE

# Pour des politiques publiques basées sur la souveraineté alimentaire

Dans le cadre du 3ème Carrefour de la Fédération genevoise de coopération du 27 au 29 janvier, dédié cette année au thème de la souveraineté alimentaire, une table ronde a eu lieu sur les politiques publiques à mener dans nos différentes régions pour répondre aux visions de la souveraineté alimentaire.

Quels sont les points communs entre La Suisse, l'Équateur et le Brésil? De quelle manière les mouvements sociaux travaillent et quel est l'écho donné à leurs revendications par les instances politiques? De réalités qui paraissent si différentes au premier abord, voyons les similitudes et l'espoir qu'elles suscitent!

Pedro Quimbiamba est responsable de la communication à la FENOCIN (Fédération nationale des organisations paysannes et indigènes). Cette fédération, née il y a quarante ans, est composée des trois «entités» que sont les Paysans, les Noirs et les Indigènes. Elle reflète ainsi la diversité du peuple équatorien. Elle a pour objectifs de lutter pour une meilleure qualité de vie, une démocratisation du pays et un développement durable et équilibré. Elle regroupe plus de 50 organisations importantes, 1'300 communautés de base et 200'000 familles rurales. Afin de sauver l'agriculture paysanne locale, fortement concurrencée par les importations et les latifundistes, la FENOCIN a proposé des modèles alternatifs permettant de contrer cette tendance en s'inspirant notamment du travail d'autres organisations membres de La Via Campesina dans la région. En 2007, la FENOCIN s'est fortement investie dans le processus visant à créer une Assemblée constituante équatorienne chargée de réécrire la constitution nationale; elle a réussi à y faire élire son Président. Après trois décennies de lutte, un des succès notables a été, en 2008, l'inscription de la souveraineté alimentaire dans la Constitution nationale. L'Équateur est un des rares pays à ce jour à avoir franchi ce pas.



Pedro Quimbiamba, FENOCIM. Photo I. Meister

Cela ne veut pas dire pour autant que la souveraineté alimentaire est une réalité en Équateur; bien au contraire, un long chemin reste à parcourir. Au

fil des ans, les produits de l'agriculture locale ont été remplacés par des produits importés. Les programmes d'alimentation scolaire, par exemple, se fournissent à 100% en produits importés. Par ailleurs, sachant que 3/4 de la pauvreté se situe en campagne, et que 1/3 de la population rurale vit dans l'extrême pauvreté, relancer une agriculture rémunératrice est un enjeu vital pour la cohésion nationale. Des solutions doivent être trouvées pour que l'agriculture paysanne familiale puisse être revalorisée tant économiquement que culturellement et que la population ait un accès prioritaire aux fruits de cette production. La terre est un autre enjeu de taille dans la redéfinition de l'agriculture: 48% des petits producteurs détiennent 12% des terres alors que 3.3% des grands propriétaires maîtrisent 42% des terres. Une grande propriété peut compter environ 25'000 hectares... ceci alors qu'une famille paysanne de cinq personnes cultive en moyenne entre 0.5 et 2 hectares.

Jusqu'il y a peu, les grandes sociétés et les latifundistes ont été choyés par le pouvoir; leurs intérêts privés ont été protégés au détriment de la masse populaire. La souveraineté alimentaire est donc perçue par les latifundistes comme un «danger» puisqu'elle a pour objectif de libérer les peuples, de développer leurs capacités propres, de les affranchir des paquets technologiques bien souvent imposés aux paysans par les multinationales. L'enjeu pour le gouvernement est donc de rééquilibrer les forces en présence, même si la résistance est forte. Grâce à l'article constitutionnel, un Conseil national pour la souveraineté alimentaire a été mis en place en 2009. Il a notamment pour tâche de trouver un accord politique au sein de la société équatorienne et de proposer de nouvelles lois sur les thèmes que sont: «terres, territoires et communes», «agrobiodiversité et semences», «emplois et agroindustries», «santé, agro-écologie et commerce» et «crédits». Ce Conseil est constitué de huit représentants issus de groupes sociaux divers; il est perçu comme le cinquième pouvoir. Il y a un représentant pour la recherche, un pour les pêcheurs artisanaux, deux pour les filières agricoles, un pour les consommateurs et trois pour les organisations sociales paysannes et rurales dont la FENOCIN. Les lois élaborées récemment (souveraineté alimentaire, commerce, semences,

redistribution des terres) devraient forcer le gouvernement à redonner un élan à l'agriculture paysanne.

Un autre frein à la réalisation d'une politique basée sur la souveraineté alimentaire est que celle-ci est encore perçue comme un thème rural alors qu'il concerne pourtant l'ensemble de la société. Dans le processus de reconnaissance constitutionnel, les différentes strates de la société sont restées en marge du débat. Il s'agit donc de les intégrer pleinement dans l'aventure, notamment en encourageant les régions à s'impliquer, en démocratisant les processus. Une campagne a été lancée auprès de la population pour faire connaître l'existence de ces lois et l'absolue nécessité de les mettre en œuvre pour le bien du plus grand nombre.



Manifestation en Equateur.

L'ONG brésilienne SASOP (Service de conseil aux organisations populaires rurales), qui a présenté son travail aux parlementaires nationaux le 31 janvier à Berne, est une organisation de la société civile qui a été fondée il y a un peu plus de 20 ans. Elle souhaite construire un modèle de développement rural durable, renforçant l'agriculture paysanne et l'agro-écologie. Elle fait la promotion de la sécurité et de la souveraineté alimentaire et nutritionnelle et Carlos Leite, du SASOP participe à ce titre au «Conseil national sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle»; ce Conseil est représenté au 2/3 par la société civile et à 1/3 par des ministères. Il a été reconstitué par l'ancien Président Lula grâce à un article constitutionnel datant de 1988 qui garantit «le droit humain à une alimentation saine». Il a pour tâche d'élaborer des lois qui tiennent compte de différentes dimensions d'un développement durable: la disponibilité des aliments, des relations justes au sein du marché, l'éducation alimentaire, la santé et la prévention. Un des projets phare de ce Conseil est de garantir trois repas de qualité par jour à chaque Brésilien. Sachant qu'au

Brésil, 80% des aliments sont issus de l'agriculture familiale, c'est ce type d'agriculture qu'il faut encourager et protéger si l'objectif est de réduire la faim. Le défi est de développer une production durable (économique, sociale, culturelle et écologique), basée sur l'agro-écologie, dans un pays qui est tiraillé entre agriculture paysanne et agrobusiness.

Depuis 2003, plusieurs programmes gouvernementaux ont été initiés pour construire à court terme une politique nationale agricole. Les points centraux sont: l'accès à la terre et la réforme agraire, l'agro-écologie, la politique de santé et l'éducation. Un des programmes suivi par Carlos Leite est celui de «l'acquisition d'aliments». L'État a ici pour tâche d'acheter des produits issus de l'agriculture familiale et de les écouler dans les réseaux sociaux telles que les crèches, les écoles, les unités d'aides sociales qui s'adressent principalement aux populations fragilisées que sont les peuples autochtones, les pêcheurs, les Quilombos (anciens esclaves) et les personnes qui campent au bord des routes en attente d'un lopin de terre. Grâce à la base constitutionnelle citée précédemment, ce type d'achats n'est pas soumis à une procédure d'appels d'offres; ce qui est un avantage certain puisqu'il empêche les sociétés agroindustrielles de concurrencer l'agriculture familiale. A ce jour, 160'000 familles paysannes sont concernées et leurs produits bénéficient à 15 millions de personnes dans 2'200 municipalités (sur 5'100). Les produits sont achetés selon le prix établi dans la région, suite à une étude de marché. Ce programme permet aux paysans de garantir l'écoulement de leurs produits et leur facilite la planification de la production. Leur revenu s'est amélioré relançant ainsi l'économie locale. Les structures de production ont été adaptées puisque les paysans ont pu réinvestir pour, par exemple, développer la transformation à la ferme.

De leur côté, les écoles bénéficiaires définissent elles-mêmes leurs menus. Seule «contrainte», une loi récente sur les écoles publiques exige qu'un minimum de 30% des produits consommés dans les cantines soit issu de l'agriculture familiale. Elles doivent également mettre sur pied des cours d'éducation alimentaire apprenant aux élèves comment valoriser les produits locaux.

Quant au programme «bourse pour



## POLITIQUE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE (SUITE)

les familles» destiné aux familles vivant avec moins de 1\$ par jour, cela a généré des changements radicaux; et ceci même si les montants sont faibles (105 CHF alors que le salaire minimal est de 315 CHF). Une part de cette aide est versée sous forme d'aide directe pour l'alimentation, l'autre sous forme de soutien à la scolarité.

Ces programmes sont une véritable révolution en faveur de l'agriculture familiale et cela n'a été possible que grâce à une volonté étatique de renforcer l'agriculture locale et le désir de réguler les marchés alimentaires.

Cela ne résout bien sûr pas tous les problèmes. Si 7 à 10 milliards de dollars ont été investis en faveur de l'agriculture familiale, durant la même période, 60 milliards ont été orientés vers l'agrobusiness. Par exemple, il existe un quasi monopole sur les semences en raison de la domination des multinationales. Celles-ci tentent par tous les moyens de restreindre le droit des paysans à cultiver leurs propres semences. L'arrivée massive (et souvent clandestine) des OGM fragilise également tout le système des semences paysannes. Les lobbys des multinationales sont très puissants et présents dans les instances politiques; ils sont très souvent les bailleurs principaux des campagnes électorales. Ils ont par exemple obtenu que le Congrès refuse une loi qui instituait l'achat unique par les pouvoirs publics des aliments pour les écoles. A contrario, les mouvements sociaux sont très mobilisés pour soutenir de telles lois et pour lutter contre la disparition des petits paysans qui subissent la pression des latifundistes. Car une loi agricole progressiste sans paysans pour l'appliquer, restera lettre morte.

Depuis 2005, le Canton de Genève applique une nouvelle loi sur la promotion de l'agriculture dont le règlement mentionne la notion de souveraineté alimentaire. Pour Sandrine Salerno, actuelle Maire de la Ville de Genève, ce nouvel outil à disposition des collectivités a un impact direct sur les choix de politique à mener par la Ville comme par les autres communes genevoises. Il y a un devoir de répondre à la souveraineté alimentaire en ayant à l'esprit les enjeux principaux qui touchent l'ensemble des citoyens: l'écologie et la préservation des ressources, la santé publique, la création d'emplois et les revenus des personnes travaillant la terre, la citoyenneté (d'où viennent les produits, qui les a produits et comment?). La Ville a ainsi mis en route diverses actions pendant la législature: il s'est agit en premier lieu de sensibiliser le public à l'importance des thèmes que sont l'agriculture et l'alimentation. La volonté étant de démontrer qu'ils ne concernent pas que les milieux paysans,

mais bien l'ensemble de la société. La Ville a ainsi apporté son soutien à des actions de sensibilisation tels que le festival du film «Mangeurs d'avenir» ou «Food Focus» et choisi, en 2010, la paysannerie comme invitée d'honneur de la Fête du 1<sup>er</sup> août au centre ville. Elle a par ailleurs apporté son soutien à des actions permettant de contribuer à freiner l'exode rural: au sud en soutenant des projets de la Fédération genevoise de coopération et, à Genève, en soutenant des coopératives ayant des projets créateurs d'emplois. On peut citer l'achat d'un moulin à céréales ou l'appui au projet «Les Artichauts»: des anciennes serres du Service des espaces verts ont été récupérées au cœur de la ville afin de développer un système de cueillette et de vente directe favorisant la rencontre entre producteurs et consommateurs en milieu urbain. S'y ajoute la production de semences et plantons bio et la sélection de graines.



Sandrine Salerno, Maire de la Ville de Genève. Photo I.Meister

Pour Sandrine Salerno, c'est «une action concrète en faveur de la préservation de la diversité potagère et de la réhabilitation du terroir local qui est réalisée». Une réflexion est de surcroît menée pour mettre à disposition des espaces de cultures dans les parcs publics. La Maire est «convaincue de l'intérêt de soutenir partout où on le peut, y compris en milieu urbain, des expériences qui favorisent le développement de modes alternatifs de production, de distribution et de consommation». Dans ce sens, des contacts sont en cours avec des associations pour soutenir l'achat de lait genevois à un prix équitable pour les crèches, les écoles et les citoyens ou pour la création d'un poulailler «mère» peuplé de races de poudeuses non hybrides (Blanche suisse) affourragées avec des produits locaux. A partir de ce poulailler, d'autres poulaillers décentralisés pourraient voir le jour, même en ville, afin de se réapproprier la filière. Ces initiatives sont des réalisations concrètes encouragées par la loi sur la promotion de l'agriculture genevoise. Cela démontre que la volonté politique est un élément majeur pour réaliser de tels projets.

Nous le voyons, la loi actuelle permet une certaine marge de manoeuvre. Mais cela sera-t-il toujours le cas? Les dispositions légales sont-elles suffisamment consolidées? Marguerite Contat Hickel, co-présidente de la Constituante genevoise reconnaît l'extrême nécessité d'inscrire la notion de souveraineté alimentaire dans la Constitution genevoise. Car elle n'apparaît à ce jour que dans le règlement d'application de la loi sur l'agriculture et pourrait disparaître du jour au lendemain par simple décision de l'administration.

Inscrire la souveraineté alimentaire dans la Constitution relève, selon elle, d'un vrai changement culturel qui a de la peine à passer au sein de l'Assemblée. Cette notion englobe les intérêts des villes et des campagnes et a pour effet de réunir deux entités qui paraissent quelque fois si lointaines: le paysan est encore trop souvent dénigré et les citoyens ont encore une perception romantique de l'agriculture et de la campagne.

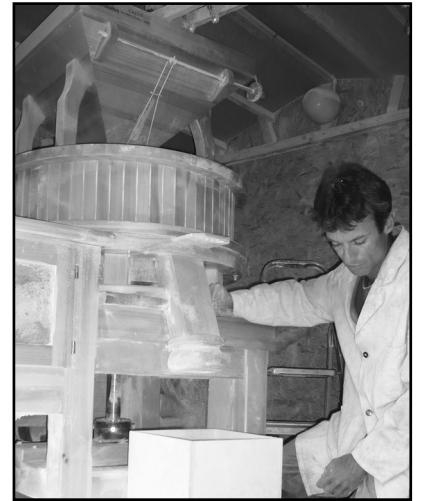
L'intérêt d'un tel article constitutionnel est qu'il serait basé sur les Droits des personnes et provoquerait ainsi des changements dans plusieurs politiques publiques: «Nous sommes en présence d'une approche holistique où des aspects aussi variés que l'alimentation, la santé ou l'aménagement du territoire sont abordés».



Marguerite Contat Hickel, co-présidente de la Constituante genevoise. Photo I. Meister

Enfin, Marguerite Contat Hickel questionne notre système politique basé sur une démocratie représentative qui, d'une certaine manière, étouffe la démocratie citoyenne. Les multiples strates existantes nous laissent croire que notre voix est entendue et prise en compte par nos élus. Or, la démocratie participative en souffre, les citoyens s'impliquent moins, ne donnent pas assez leur avis. «Et pourtant il y aurait de quoi, notamment dans le cas de la Constituante! Il faut que le citoyen se saisisse du thème de la souveraineté alimentaire». Elle aimerait voir la souveraineté alimentaire comme un Cheval de Troie permettant de redynamiser notre démocratie au sein de la société civile. Les élus ne doivent pas être

les seuls à s'exprimer sur ces thèmes, c'est l'ensemble des citoyens qui doit devenir co-acteur de la souveraineté alimentaire. Définitivement, l'agriculture et l'alimentation sont l'affaire de tous!



Moulin mobile utilisé par TourneRêve.

Ces différents exemples sont instructifs sur de nombreux points: tout d'abord, il y a une absolue nécessité de combiner des actions concrètes de terrain sur le plan local avec un cadre législatif fort comme appui. Ce dernier n'est pas suffisant à lui seul pour modifier la réalité du terrain. Le cas de l'Équateur le montre. Ensuite, légiférer pour aller à «contre courant» des dogmes libéraux dont nous sommes alimentés depuis quelques décennies n'est pas un exotisme helvétique. Dans différentes régions du monde, grâce notamment à la volonté sans faille des mouvements paysans membres de La Via Campesina, des lois sont élaborées en faveur d'une agriculture répondant aux attentes du plus grand nombre. De plus, les actions concrètes et les lois gagnent en légitimité lorsqu'elles sont élaborées dans un esprit non corporatiste et qu'elles ont impliqués des acteurs représentant l'ensemble de la société. Tous les intervenants ont évoqué le fait que la souveraineté alimentaire n'appartenait pas aux paysans mais à l'ensemble des citoyens. A relever encore: les projets novateurs sont créateurs d'emplois, la fin des paysans n'est pas une fatalité, c'est même un non-sens! Enfin, au delà de Genève, d'autres cantons ont inscrit la souveraineté alimentaire dans leurs législations ces trois dernières années. Aux citoyens de ces régions de s'approprier ce thème et de réaliser des projets en interpellant les élus et l'administration. La souveraineté alimentaire doit vivre, elle ne doit pas s'empoussiérer dans les textes législatifs! C'est le local qui nous permettra de créer des fondations suffisamment solides pour gagner au niveau national... et international. Le mouvement est en marche!

Valentina Hemmeler Maïga

LUTTES PAYSANNES

# Ein Bericht des Weltsozialforums

**Ne touche pas à ma Terre! Ein starker Auftritt westafrikanischer Bäuerinnen und Bauern am Weltsozialforum in Dakar, Senegal**

„Eine andere Welt ist möglich.“ Unter diesem Motto fand das 8. Weltsozialforum anfangs Februar in Dakar, Senegal statt. Mehr als 70'000 Menschen aus 134 Nationen nahmen während sechs intensiven Tagen bei strahlendem Sonnenschein an Diskussionsrunden, Vernetzungstreffen und Veranstaltungen zu Themen wie Klimawandel, Landwirtschaft und Handel, Migration, Steuergerechtigkeit, Frauenrechte und Wirtschafts- und Finanzkrise teil.

Doch das Weltsozialforum war nicht nur der Ort von insgesamt über tausend Gesprächsrunden. Das Weltsozialforum ist auch ein Ort des kulturellen Austausches. Es ist ein Treffen der Zivilgesellschaft, von Menschen wie du und ich. Es nahmen Entwicklungs- und Umweltorganisationen, Gewerkschaften, Bauernkooperativen, Frauenorganisationen und kirchliche Hilfswerke am Forum teil wie auch die Bevölkerung vor Ort.

Wir waren eine 55-köpfige Delegation aus der Schweiz, die nach Dakar reiste. In Westafrika sind Landwirtschafts- und Ernährungsfragen ein drängendes Thema, daher war es auch eines der Hauptthemen am Weltsozialforum. Als Vorprogramm hatten wir die Gelegenheit landwirtschaftliche Projekte, die Heks und Fastenopfer zusammen mit senegalesischen Partnern umsetzt, zu besuchen. Erfolgreiche Entwicklungszusammenarbeit besteht heute eindeutig in der Förderung einer ökologischen bäuerlichen Landwirtschaft mit der Stärkung von demokratisch funktionierenden Bauernvereinigungen durch Ausbildung und Begleitung.

Es war eindrücklich zu sehen, wie hier engagierte Bauernkooperativen zusammen mit der lokalen Bevölkerung versuchen, ihre bäuerliche Lebensmittelproduktion zu stärken. Die Bauernfamilien kämpfen gegen den stetigen Landverlust. Sie verlieren ihr Land durch Erosion, durch Wüstenbildung oder wegen Grossgrundbesitzern, die ihnen gutes Ackerland aufkaufen. Finanzielle Unterstützung von der Regierung erhalten die Bauern bei ihrem Kampf gegen den Hunger nicht. Die Regierung investiert lieber in den Export und erkaufte sich damit billige Lebensmittelimporte und Devisen für den eigenen Luxus. Die Ernährungslage in Senegal ist prekär,

weil die Investitionen in den ländlichen Raum wie in vielen afrikanischen Staaten in den letzten Jahrzehnten ausblieben. 60 Prozent der Lebensmittel werden importiert, obwohl noch 60 Prozent der Bevölkerung Bauern sind. „Laissez nous travailler et nous nourrirons l'Afrique“. Lasst uns arbeiten und wir werden Afrika ernähren“ sagte denn auch der Ehrenpräsident der westafrikanischen Bauernorganisation ROPPA, der Senegalese Mamadou Cissokho sehr eindrücklich an einem seiner Auftritte am Weltsozialforum.



Foto von Via Campesina, FSM 2011

Der Ruf nach Ernährungssouveränität war laut am Sozialforum. Es brauche Selbstbestimmung der Staaten über ihre Landwirtschaft und Ernährung. Es brauche aber vor allem auch Investitionen in Bildung und Forschung, in den technischen Fortschritt und in die lokale Vermarktung für die Stärkung der bäuerlichen Familienbetriebe um den Hunger nachhaltig zu bekämpfen. Dabei spielen die Frauen eine zentrale Rolle, sind sie doch für die Lebensmittelversorgung verantwortlich. Mit solchen Investitionen könnten auch für die vielen jungen Menschen auf dem Land Perspektiven geschaffen werden, das verhindere Landflucht und Migration. Die afrikanischen Staaten wurden am Weltsozialforum immer wieder aufgefordert, die Verantwortung für ihre eigene Bevölkerung und deren Zukunft zu übernehmen und sich nicht durch einseitige Handelsbeziehungen abhängig zu machen. Eine afrikanische Bäuerin drückte das so aus: „Warum sollen wir unser Produkte in die USA oder nach Europa verkaufen, wenn wir sie nicht einmal in Dakar, in Senegal, in Westafrika verkaufen können, aber unsere Bevölkerung hier immer ärmer wird und hungert?“

Doch der Weg ist steinig. Ein aktuelles Thema des Forums war das

„Landgrabbing“ oder „Accaparement de terres“, der Aufkauf von fruchtbarem Ackerland durch Multis und Nationalstaaten. In unzähligen Ateliers erzählten bäuerliche Zeugen eindrücklich wie sie ihr Land verloren. Bereits sind in einigen afrikanischen Staaten mehr als die Hälfte der fruchtbaren Böden ans Ausland verpachtet oder verkauft worden. Die FAO schätzte für 2009, dass in Afrika bereits über 20 Millionen Hektar Ackerland auf diese Weise in fremde Hände geraten sind und somit für die Ernährung der einheimischen Bevölkerung fehlen.

Viele Kleinbauern besitzen keine im Grundbuch eingetragenen Landtitel, noch sind sie in Landrechtsfragen bewandert. Viele Produzenten sind in einem Teufelskreis von Mangel an Produktionsmittel und chronischer Verschuldung gefangen, was sie gegenüber Spekulanten noch verletzlicher macht. So verkaufen sie unter Druck an einheimische Grossgrundbesitzer, die das Land weiter an ausländische Unternehmen verkaufen oder verpachten. Es entstehen Grossplantagen mit Gemüse und Obst für den Export in den Norden. Diese grossen Mengen und die billigen Preise zerstören den lokalen Markt der Kleinbauern. Die Monokulturen führen zu langfristigen Schäden am fruchtbaren Boden, verbrauchen mehr Wasser und vergiften Böden und Menschen mit Pestiziden. Zudem ist diese industrielle Landwirtschaft das Einfallstor für Gentechukturen und für Agrotreibstoff Pflanzen wie zum Beispiel Jatropha. Ein eindringlicher Appell der Teilnehmerinnen und Teilnehmer forderte am Schluss der Konferenz dem Landraub in Afrika und weltweit mit allen demokratischen und gesellschaftlichen Mitteln entgegen zu treten.

*Maya Graf, Nationalrätin Grüne BL und Marianne Lerch, Bäuerin, Uniterre Nordwestschweiz*

La Déclaration finale de l'assemblée des mouvements sociaux peut être lue sur le site de Via Campesina: <http://viacampesina.org/fr>

La traduction de cet article se trouve sur [www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch), onglet Journal

**Uniterre Sektion Zürich**

**Ernährungssouveränität - was bedeutet das für die Agrarpolitik?**

**Um diese Frage zu klären, veranstaltet die neue Zürcher Uniterre-Sektion ihre erste Podiumsdiskussion.**

**Teilnehmen werden Hansjörg Walter (Präsident Schweizerischer Bauernverband), Maya Graf (grüne Nationalrätin und Mitbewirtschaftlerin eine Biobauernhofes) und Samuel Spahn (Biobauer und Präsident von Uniterre Zürich). Mit einer Einleitung von Uniterre-Vizepräsidentin Ulrike Minkner.**

**Montag, 28. März, um 20 Uhr am Strickhof Wülflingen, Winterthur.**

**Uniterre Section Jura**

**La section jurassienne organise un débat public le 17 mars à 20h à l'Hôtel de la Charrue à Courroux. Avec pour thème «politique agricole 2014-2017 sous la loupe». Avec la participation de Dominique Kohli, OFAG, Pierre-André Tombez, Uniterre et les chambres d'agriculture régionales.**

**AGENDA**

**10 mars à 20h, Maison des Associations, salle Gandhi, Genève. Conférence de La Via Campesina «Droits des paysans, il est temps d'agir!»**

**17-20 mars, Bretagne, France: Conférence intermédiaire de Via Campesina Internationale**

**18 mars à 9h30: formation interne Uniterre sur la souveraineté alimentaire, Salavaux**

**22-23 mars: actions décentralisées pour soutenir les initiatives contre l'importation de fruits et légumes de la misère**

**28 mars, à 20h: débat public sur la souveraineté alimentaire, Winterthur**

**12 avril: 2<sup>ème</sup> séance plate-forme souveraineté alimentaire, Berne**

**15 avril à 14-16h: Parc Kleine Schanze, Berne: action et restitution pétition contre la privatisation des semences**

**17 avril: journée internationale des luttes paysanne (actions décentralisées)**

*Mise à jour et plus d'infos sur [www.uniterre.ch/Actualites/agenda](http://www.uniterre.ch/Actualites/agenda).*